

F. 97 — 1150

[C - 31168]

**13 MARS 1997. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif aux centres d'orientation spécialisée pour les personnes handicapées admises au bénéfice des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 138 et 178 de la Constitution;

Vu l'article 8 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes publics;

Vu l'article 83, § 3 de la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles;

Vu l'article 4, 1° des décrets des 19 et 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, notamment les articles 6, 4° et 30;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 fixant la répartition des compétences entre ses membres;

Vu l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 4 juillet 1995 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes, tel que modifié par les arrêtés des 14 et 21 septembre 1995;

Vu l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, donné le 17 décembre 1996;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 25 septembre 1996;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget donné le 4 octobre 1996;

Vu l'urgence motivée par la circonstance qu'il importe de mettre en œuvre l'article 6 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 mars 1997 relatif au processus global d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées dont l'entrée en vigueur est fixée le 1<sup>er</sup> mars 1997;

que ceci entraîne la mise en place de collaborations nouvelles avec les centres d'orientation spécialisée en matière d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées et qu'il convient donc de préciser les conditions et modalités de leur reconnaissance par le Collège et de la prise en charge des examens qu'ils réalisent;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 6 février 1997, en application de l'article 84, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution en vertu de l'article 138 de celle-ci.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

« décret » : décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées;

« administration » : les services du Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

« équipe pluridisciplinaire » : l'organe mis en place par l'article 11 de l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 28 septembre 1995 définissant l'organe habilité à statuer sur les demandes d'admission des personnes handicapées au bénéfice des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées, ainsi que les procédures et modalités d'introduction de ces demandes, tel que modifié;

« processus global » : le processus global d'intégration sociale et professionnelle établi en collaboration avec chaque personne handicapée, tel que prévu à l'article 6, 1° du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées et à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française du 13 mars 1997 relatif au processus global d'intégration sociale et professionnelle établi en collaboration avec chaque personne handicapée admise au bénéfice des dispositions du décret susmentionné;

« centre » : centre d'orientation spécialisée en matière d'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées.

**Art. 3.** Les centres ont pour missions de donner à l'administration, à sa demande, des rapports exhaustifs relatifs aux capacités sociales, pédagogiques et professionnelles d'une personne handicapée et aux mesures à prendre pour favoriser son intégration sociale et professionnelle.

**Art. 4.** Un examen complet d'orientation comprend :

a) l'anamnèse qui retrace le passé scolaire, social et professionnel;

b) l'examen des dispositions intellectuelles (intelligence générale, information verbale, aptitude numérique, raisonnement logique, représentation spatiale, compréhension technique, attention, mémoire);

c) l'examen des dispositions manuelles (dextérité, coordination motrice, latéralisation);

d) l'examen des dispositions psychomotrices (réactions, rythme de travail, exécution, méthode, sens de l'organisation);

e) la mesure des acquis pédagogiques;

f) l'évaluation des facteurs de personnalité et de comportement, éventuellement au moyen de tests projectifs;

g) l'évaluation des facteurs d'adaptation (milieu familial et social, motivation, degré d'autonomie, vécu du handicap);

h) l'évaluation des intérêts professionnels;

i) l'examen critique du projet de la personne;

j) l'examen médical qui comprend :

- l'examen général complet, l'examen neuro-psychomoteur, l'examen de la vue, de l'ouïe, de la parole, des systèmes fonctionnels.

Ces examens doivent être réalisés, soit dans un centre de réadaptation fonctionnelle avec lequel le centre est lié par une convention, soit au sein du centre.

- des conclusions relatives au diagnostic, au traitement et à l'appareillage, aux indications et contre-indications professionnelles, à l'adaptation de l'habitation ou du poste de travail.

L'administration précise dans sa demande adressée au centre les parties de l'examen qui doivent être réalisées.

**Art. 5.** L'administration adresse au centre choisi par la personne handicapée les éléments utiles rassemblés dans le cadre de son admission au bénéfice des dispositions du décret ou de l'établissement de son processus global.

Ils sont transmis soit au médecin, soit au psychologue-directeur du centre.

**Art. 6.** L'administration tient à la disposition des personnes handicapées la liste des centres reconnus par le Collège et parmi lesquels elles choisissent librement.

**Art. 7.** Le Collège accorde la reconnaissance au centre pour une durée de cinq ans renouvelable. La décision du Collège est communiquée au demandeur.

La reconnaissance précise la ou les catégories de déficiences dont sont atteintes les personnes handicapées qui peuvent être examinées :

1. déficience visuelle,
2. déficience auditive,
3. déficience intellectuelle ou psychique,
4. déficience physique,
5. déficience neurologique;

ainsi que la ou les catégories d'âge des personnes handicapées auxquelles le centre s'adresse :

- a) enfants (jusque 12 ans),
- b) adolescents (jusque 18 ans),
- c) adultes.

**Art. 8.** Pour être reconnu, un centre doit satisfaire aux conditions suivantes :

1. répondre aux objectifs définis à l'article 3 du présent arrêté;
2. être constitué sous forme d'a.s.b.l. ou au sein d'une a.s.b.l. ou faire partie d'une université;
3. installer son siège social et d'activités sur le territoire de la région de Bruxelles-Capitale;
4. s'assurer la collaboration d'un centre de réadaptation fonctionnelle agréé ou d'un médecin spécialiste en réadaptation pour la catégorie de personnes handicapées à laquelle le centre s'adresse;
5. s'assurer la collaboration d'un médecin du travail;
6. disposer d'un équipement permettant un examen complet de la personne handicapée et comprenant une batterie de tests appropriés en fonction de la catégorie de personnes handicapées auxquelles le centre s'adresse;
7. disposer de locaux dont il a l'usage exclusif pendant les heures de consultation, qui offrent des conditions d'hygiène et de sécurité satisfaisantes et qui soient accessibles aux personnes handicapées de la catégorie pour laquelle il est agréé;
8. disposer du personnel répondant aux conditions énoncées à l'article 10;
9. garantir un fonctionnement en équipe pluridisciplinaire;
10. se soumettre aux inspections et contrôles organisés par l'administration.

**Art. 9.** Le directeur et les psychologues pratiquant les examens d'orientation dans les centres doivent répondre aux conditions de diplômes fixées à l'article 1<sup>er</sup>, 1° de la loi du 8 novembre 1993 protégeant le titre de psychologue ou aux conditions transitoires prévues au chapitre IV de cette loi.

En outre, ils doivent faire la preuve d'une compétence particulière dans la catégorie de personnes handicapées à laquelle le centre s'adresse, soit par leur formation, soit par leur expérience professionnelle.

L'équipe d'un centre doit comprendre au moins un psychologue, un assistant social, un membre du personnel chargé du secrétariat.

**Art. 10.** La demande de reconnaissance d'un centre doit être introduite par lettre recommandée auprès de l'administration sur le document préparé à cet effet. Elle en accuse réception.

Sous peine d'irrecevabilité, elle doit comporter :

- a) une copie des statuts de l'a.s.b.l. tels que publiés au *Moniteur belge*, accompagnés de leurs éventuelles modifications ou l'attestation de l'Université dont dépend le centre;
- b) pour chaque membre du personnel, la copie du contrat qui le lie au centre, un certificat de bonne vie et mœurs dont la date de délivrance ne peut être antérieure à trois mois et le curriculum vitae auquel est joint toute preuve qu'il remplit les conditions énoncées dans le présent arrêté;
- c) une copie du contrat en matière d'assurance et de responsabilité civile pour les membres du personnel;
- d) les conventions qui le lient à un centre de réadaptation fonctionnelle ou à un médecin spécialiste en réadaptation et à un médecin du travail;
- e) la ou les catégories de personnes handicapées auxquelles souhaite s'adresser le centre;
- f) la liste de l'équipement dont il dispose.

**Art. 11.** L'administration instruit la demande de reconnaissance et procède à une visite pour vérifier si le centre répond aux conditions de reconnaissance.

Lorsque la demande est complète, après l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, elle transmet sa proposition au Collège dans un délai de deux mois suivant la demande.

**Art. 12.** Le Collège statue sur la demande dans les deux mois qui suivent la transmission de la proposition de l'administration. Sa décision est notifiée immédiatement au demandeur par lettre recommandée à la Poste.

La reconnaissance ne peut prendre effet à une date antérieure à la date de réception de la demande.

**Art. 13.** La demande de renouvellement de la reconnaissance du centre est introduite auprès de l'administration au plus tard six mois avant l'expiration de la période couverte par la décision de reconnaissance précédente.

Le centre reste reconnu jusqu'à ce que le Collège ait statué sur la demande de renouvellement.

La demande de renouvellement est instruite selon les règles applicables à la demande de reconnaissance sur le formulaire préparé à cet effet.

**Art. 14.** Le Collège, sur proposition de l'administration et moyennant l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé, peut retirer à tout moment la reconnaissance d'un centre qui ne remplit plus les conditions fixées par le présent arrêté.

Lorsqu'une des conditions de reconnaissance n'est plus respectée, l'administration adresse par lettre recommandée au centre une mise en demeure motivée de respecter les conditions de reconnaissance. Si après un délai d'un mois, l'administration constate que les conditions de reconnaissance ne sont toujours pas remplies, elle transmet au Collège une première proposition de retrait de reconnaissance et en informe le centre.

Si le Collège approuve la première proposition de l'administration, celle-ci notifie cette proposition au centre par lettre recommandée. Le centre dispose d'un délai de trente jours pour introduire une réponse et se faire entendre, à sa demande, auprès de l'administration qui fixe le jour et l'heure d'audition.

L'administration transmet dans les trente jours qui suivent l'audition une deuxième proposition de maintien ou de retrait de reconnaissance au Collège. Le Collège prend sa décision. Celle-ci est notifiée par l'administration par lettre recommandée à la poste.

**Art. 15.** Les centres informent immédiatement l'administration de tout changement relatif aux statuts de l'a.s.b.l., à son siège social, aux conventions dont question à l'article 11 et au personnel.

**Art. 16.** Les examens d'orientation effectués par les centres donnent droit à charge de l'administration à une intervention égale au montant précisé à l'annexe du présent arrêté.

Cette intervention couvre les frais à charge des centres en matière d'entretien et d'investissements.

Cette intervention n'est due que si le rapport est transmis à l'administration au plus tard dans les trente jours qui suivent la date de l'examen et s'il répond aux dispositions reprises aux articles 3 et 4 du présent arrêté.

Les centres transmettent simultanément les conclusions de l'examen d'orientation par écrit à la personne handicapée, sous une forme adaptée et compréhensible.

**Art. 17.** Les centres d'orientation professionnelle spécialisée pour personnes handicapées agréés par le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées en vertu de l'article 43 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 conservent à titre transitoire leur agrément pendant six mois après l'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 18.** Sont abrogés :

1° les articles 43, 55, 70 et 80, 2° de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 relatif au reclassement social des handicapés, tel que modifié;

2° en ce qu'ils concernent les centres, les articles 49 et 83 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 relatif au reclassement social des handicapés, tel que modifié;

3° la décision réglementaire du 7 février 1964 déterminant les modalités et conditions d'agrément provisoire des centres ou services d'orientation professionnelle spécialisée, telle que modifiée;

4° l'arrêté ministériel du 6 avril 1964 déterminant les conditions de paiement des frais des examens d'orientation scolaire ou professionnelle, ordinaire ou spécialisée pratiqués en exécution de l'article 14 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés, tel que modifié;

5° l'arrêté ministériel du 30 janvier 1967 fixant les critères d'octroi des subsides à la création, l'agrandissement, l'aménagement et l'entretien des centres ou services d'orientation professionnelle spécialisée, tel que modifié;

6° l'arrêté ministériel du 20 février 1968 déterminant les conditions de paiement des examens d'orientation scolaire ou professionnelle, ordinaire ou spécialisée;

**Art. 19.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mars 1997.

A titre transitoire, les examens réalisés entre cette date et le 31 août 1997 par des centres qui étaient agréés par le Fonds bruxellois francophone pour l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées en vertu de l'article 43 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 ne sont remboursés par l'administration sur base des dispositions de l'article 17 du présent arrêté que si la demande d'examen de l'administration n'est pas antérieure à la date de reconnaissance du centre fixée par le Collège. Dans les autres cas, les dispositions de l'arrêté ministériel du 6 avril 1964 déterminant les conditions de paiement des frais des examens d'orientation scolaire ou professionnelle, ordinaire ou spécialisée pratiqués en exécution de l'article 14 de l'arrêté royal du 5 juillet 1963 concernant le reclassement social des handicapés demeurent d'application.

Bruxelles, le 13 mars 1997.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

Ch. PICQUE,

Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes

H. HASQUIN,

Président du Collège

Annexe à l'arrêté du Collège de la Commission communautaire française relatif aux centres d'orientation spécialisée pour les personnes handicapées admises au bénéfice des dispositions du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 relatif à l'intégration sociale et professionnelle des personnes handicapées

Nature de l'examen	Intervention du Fonds bruxellois
Anamnèse	900 F
Examen des dispositions intellectuelles	1 800 F
Examen des dispositions manuelles	600 F
Examen des dispositions psychomotrices	600 F
Mesure des acquis pédagogiques	1 200 F
Evaluation des facteurs de personnalité et de comportement :	
Evaluation simple	900 F
Tests projectifs	4 000 F
Evaluation des facteurs d'adaptation	500 F
Evaluation des intérêts professionnels	500 F
Examen du projet personnel	500 F
Examen médical	1 800 F
Examen complet	13 300 F

Ces montants sont révisables et liés à l'indice-santé de référence 121,29 de décembre 1996.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 1998, ils sont adaptés annuellement chaque 1<sup>er</sup> janvier compte tenu de l'indice des prix à la consommation visé au chapitre II de l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays, ci-après dénommé indice-santé, suivant la formule :

$$\frac{\text{Montant de base} \times \text{indice-santé décembre 1996}}{121,29}$$

Vu pour être annexé à l'arrêté du Collège du 13 mars 1997.

Pour le Collège de la Commission communautaire française :

Ch. PICQUE,

Membre du Collège chargé de l'Aide aux personnes

H. HASQUIN,

Président du Collège

—  
VERTALING

N. 97 — 1150

[C - 31168]

**13 MAART 1997. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de centra voor gespecialiseerde beroepsoriëntering van gehandicapten die zijn opgenomen volgens de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op artikelen 138 en 178 van de Grondwet;

Gelet op artikel 8 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op bepaalde openbare instellingen;

Gelet op artikel 83, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op artikel 4, 1° van de decreten van 19 en 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, inzonderheid op artikelen 6, 4° en 30;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1995 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden tussen zijn leden;

Gelet op het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 4 juli 1995 tot regeling van zijn werking en tot regeling van de ondertekening van zijn akten, zoals gewijzigd bij de besluiten van 14 en 21 september 1995;

Gelet op het advies van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid, gegeven op 17 december 1996;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 25 september 1996;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College belast met begroting, gegeven op 4 oktober 1996;

Gelet op de hoogdringendheid die ingegeven is door de noodzaak van toepassing van artikel 6 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 maart 1997 betreffende het globale proces inzake sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces, waarvan de inwerkingtreding is vastgesteld op 1 maart 1997;

dat dit aanleiding geeft tot nieuwe samenwerkingsverbanden met de centra voor gespecialiseerde beroepsoriëntering inzake sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces en dat derhalve een nadere omschrijving moet worden gegeven van de voorwaarden en modaliteiten van hun erkenning door het College en van de tenlasteneming van de onderzoeken die zij verrichten;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 6 februari 1997, overeenkomstig artikel 84, 1ste lid, 2° van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voordracht van het Lid van het College belast met Bijstand aan Personen,

Besluit :

**Artikel 1.** Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet krachtens artikel 138 van de Grondwet.

**Art. 2.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

« decreet » : decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

« bestuur » : de diensten van het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces;

« pluridisciplinaire equipe » : het orgaan ingesteld bij artikel 11 van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 28 september 1995 tot aanduiding van het orgaan dat gemachtigd is te beslissen over de aanvragen tot opname van de gehandicapten overeenkomstig de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces evenals over de procedures en wijze van indiening van die aanvragen, zoals gewijzigd;

« globaal proces » : het globaal proces voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces dat ingesteld is in samenwerking met iedere gehandicapte, zoals bepaald in artikel 6, 1° van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces en in het decreet van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 13 maart 1997 betreffende het globaal proces voor de sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces dat is ingesteld in samenwerking met de gehandicapte die is opgenomen volgens de bepalingen van het voornoemd decreet;

« centrum » : centrum voor gespecialiseerde beroepsoriëntering op het vlak van sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces.

**Art. 3.** De centra moeten aan het bestuur, wanneer het hierom verzoekt, omstandige verslagen bezorgen over de professionele, pedagogische en sociale vaardigheden van de gehandicapte en over de maatregelen ter bevordering van diens sociale integratie en inschakeling in het arbeidsproces.

**Art. 4.** Een volledig onderzoek inzake beroepsoriëntering omvat :

- a) de anamnese van de socio-professionele achtergrond en schoolverleden;
- b) een onderzoek naar het denkvermogen (algemene intelligentie, spreekvermogen, rekenvaardigheid, logisch denken, oriëntatie in de ruimte, technische vaardigheden, concentratievermogen, geheugen);
- c) een onderzoek naar de manuele vaardigheden (handigheid, motorische coördinatie, ontwikkeling van de lateraliteit);
- d) een onderzoek naar de psychomotorische vaardigheden (reactiesnelheid, werkritme, uitvoering, methodiek, zin voor organisatie);
- e) de meting van de pedagogische vaardigheden;
- f) de evaluatie van de karakteriële en gedragsfactoren, eventueel met behulp van projectietests;
- g) de evaluatie van de revalidatiefactoren (sociale leven en gezinsleven, motivatie, graad van zelfstandigheid, omgaan met de handicap);
- h) de evaluatie van de beroepsinteresses;
- i) kritisch onderzoek van het plan van de betrokkene;
- j) medisch onderzoek dat bestaat in :
  - het volledig algemeen onderzoek, neuro-psychomotorisch onderzoek, onderzoek van het gezicht, gehoor, spraak en de functionele systemen.

Die onderzoeken moeten worden uitgevoerd, hetzij in een revalidatiecentrum waarmee het centrum een overeenkomst heeft gesloten, hetzij in het centrum.

- conclusies betreffende de diagnose, de behandeling en toerusting, professionele indicaties en contra-indicaties, aanpassing aan woning of werkpost.

Het bestuur verduidelijkt in zijn aanvraag aan het centrum de uit te voeren gedeelten van het onderzoek.

**Art. 5.** Het bestuur bezorgt aan het door de gehandicapte gekozen centrum de nuttige gegevens die zijn ingezameld in het raam van diens opname volgens de bepalingen van het decreet of van de instelling van diens globaal proces.

Ze worden bezorgd ofwel aan de geneesheer, ofwel aan de psycholoog-directeur van het centrum.

**Art. 6.** Het bestuur stelt aan de gehandicapten een lijst van de door het College erkende centra ter beschikking waaruit zij vrij kunnen kiezen.

**Art. 7.** Het College bezorgt het centrum een erkenning voor de duur van vijf jaar die kan worden hernieuwd. De beslissing van het College wordt meegedeeld aan de aanvrager.

De erkenning geeft een nadere omschrijving van de deficiëntiecategorie(ën) waaraan de gehandicapten kunnen lijden die voor onderzoek in aanmerking komen :

1. gezichtsdeficiëntie,
2. gehoordeficiëntie,
3. verstandelijke of psychische deficiëntie,

4. fysieke deficiëntie
  5. neurologische deficiëntie;
- evenals van de leeftijdsklasse(n) van de gehandicapten die het centrum als doelgroep heeft :
- a) kinderen (tot 12 jaar),
  - b) adolescenten (tot 18 jaar),
  - c) volwassenen.

**Art. 8.** Voor erkenning moet het centrum aan de volgende voorwaarden voldoen :

1. tegemoetkomen aan de doelstellingen die zijn vastgesteld in artikel 3 van dit besluit;
2. opgericht zijn onder de vorm van een v.z.w. of in een v.z.w. of deel uitmaken van een universiteit;
3. zijn maatschappelijke en activiteitenzetel vestigen op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
4. samenwerken met een erkend revalidatiecentrum of een geneesheer-specialist voor revalidatie voor de categorie van gehandicapten die het centrum als doelgroep heeft;
5. samenwerken met een arbeidsgeneesheer;
6. beschikken over uitrusting waarmee een volledig onderzoek van de gehandicapte kan worden uitgevoerd en bestaande uit een reeks geschikte tests naar gelang van de categorie van gehandicapten die het centrum als doelgroep heeft;
7. beschikken over lokalen die enkel door het centrum worden gebruikt tijdens de spreekuren, met afdoende gezondheids- en veiligheidsvoorwaarden en die toegankelijk zijn voor de gehandicapten die behoren tot de categorie waarvoor het centrum erkend is;
8. beschikken over een personeelsbestand dat voldoet aan de voorwaarden bedoeld in artikel 10;
9. zorgen voor een werking met een pluridisciplinaire equipe;
10. zich onderwerpen aan de inspecties en controles vanwege het bestuur.

**Art. 9.** De directeur en psychologen die de onderzoeken inzake beroepsoriëntering in de centra uitvoeren moeten voldoen aan de diplomavooraanvragen die zijn vastgesteld in artikel 1, 1° van de wet van 8 november 1993 ter bescherming van de titel van psycholoog of aan de overgangsbepalingen waarin voorzien is in hoofdstuk IV van die wet.

Bovendien moeten zij het bewijs leveren van een bijzondere bekwaamheid in de categorie van gehandicapten die het centrum als doelgroep heeft, hetzij door hun opleiding hetzij door hun beroepservaring.

De equipe van een centrum moet bestaan uit minstens een psycholoog, een maatschappelijk assistent en een personeelslid dat instaat voor het secretariaat.

**Art. 10.** De erkenningsaanvraag van een centrum moet bij een ter post aangetekende brief worden ingediend bij het bestuur op het daartoe bestemde document. Het bestuur bericht hiervan ontvangst.

Op straffe van onontvankelijkheid moet de aanvraag bestaan uit :

- a) een afschrift van de statuten van de v.z.w. zoals ze zijn verschenen in het *Belgisch Staatsblad*, samen met de eventuele wijzigingen eraan of het attest van de Universiteit waarvan het centrum afhangt;
- b) voor elk personeelslid : een afschrift van de overeenkomst die hem aan het centrum bindt, een bewijs van goed gedrag en zeden dat uiterlijk drie maanden tevoren is uitgereikt en het curriculum vitae met toevoeging van ieder bewijs dat hij voldoet aan de voorwaarden die opgesomd zijn in dit besluit;
- c) een afschrift van het contract inzake verzekering en burgerlijke aansprakelijkheid voor de personeelsleden;
- d) de overeenkomsten die het binden aan een revalidatiecentrum of aan een geneesheer-specialist voor revalidatie en aan een arbeidsgeneesheer;
- e) de categorie(ën) van gehandicapten die het centrum als doelgroep verkiest;
- f) de lijst van de uitrusting waarover het centrum beschikt.

**Art. 11.** Het bestuur behandelt de erkenningsaanvraag en brengt een bezoek om na te gaan of het centrum aan de erkenningsvoorwaarden voldoet.

Wanneer de aanvraag volledig is, na advies van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid, bezorgt het zijn voorstel aan het College binnen de twee maanden die volgen op de aanvraag.

**Art. 12.** Het College beslist over de aanvraag binnen de twee maanden die volgen op de verzending van het voorstel van het bestuur. Van zijn beslissing wordt onverwijld kennis gegeven aan de aanvrager bij een ter post aangetekende brief.

De erkenning kan niet ingaan op een datum vallend vóór de datum waarop de aanvraag is ontvangen.

**Art. 13.** De aanvraag om hernieuwing van de erkenning van het centrum wordt bij het bestuur ingediend uiterlijk zes maanden vóór het verstrijken van de periode waarvoor de vorige erkenning geldt.

Het centrum blijft erkend totdat het College beslist heeft over de hernieuwingsaanvraag.

De hernieuwingsaanvraag wordt behandeld volgens de regels die gelden voor de erkenningsaanvraag op het daartoe bestemde formulier.

**Art. 14.** Op voordracht van het bestuur en mits de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en gezondheid zijn advies heeft gegeven, kan het College op eender welk tijdstip overgaan tot de intrekking van de erkenning van een centrum dat niet langer voldoet aan de voorwaarden die zijn vastgesteld bij dit besluit.

Wanneer een van de erkenningsvoorwaarden niet langer wordt nageleefd, zendt het bestuur aan het centrum bij een ter post aangetekende brief een gemotiveerde ingebrekestelling inzake het naleven van de erkenningsvoorwaarden. Indien het bestuur na een termijn van zes maanden vaststelt dat de erkenningsvoorwaarden nog steeds niet vervuld zijn, dan bezorgt het aan het College een eerste voorstel tot intrekking van de erkenning en brengt het bestuur het centrum hiervan op de hoogte.

Indien het College zijn goedkeuring geeft aan het eerste voorstel van het bestuur, stelt laatstgenoemde het centrum hiervan in kennis bij een ter post aangetekende brief. Het centrum beschikt over een termijn van dertig dagen om een antwoord in te dienen en op eigen verzoek gehoord te worden bij het bestuur, dat de dag en uur van de hoorzitting vaststelt.

Het bestuur bezorgt binnen de dertig dagen die volgen op de hoorzitting aan het College een tweede voorstel tot behoud of intrekking van de erkenning. Het College neemt een beslissing. Hiervan wordt door het bestuur kennis gegeven bij een ter post aangetekende brief.

**Art. 15.** De centra brengen het bestuur onverwijld op de hoogte van elke wijziging aan de statuten van de v.z.w., haar maatschappelijke zetel, aan de overeenkomsten bedoeld in artikel 11 en in verband met het personeel.

**Art. 16.** De onderzoeken in verband met de beroepsoriëntering die door de centra worden uitgevoerd geven recht op een tegemoetkoming vanwege het bestuur. Deze tegemoetkoming is gelijk aan het bedrag dat nader omschreven is in de bijlage bij dit besluit.

Deze tegemoetkoming dekt de onderhouds- en investeringskosten die door de centra zijn gemaakt.

Deze tegemoetkoming is enkel verschuldigd wanneer het verslag aan het bestuur bezorgd is uiterlijk binnen de dertig dagen die volgen op de datum van het onderzoek en indien het voldoet aan de bepalingen opgenomen in artikelen 3 en 4 van dit besluit.

De centra bezorgen tezelfdertijd schriftelijk de besluiten van het onderzoek inzake beroepsoriëntering aan de gehandicapten in een aangepaste en begrijpelijke vorm.

**Art. 17.** De centra voor gespecialiseerde beroepsoriëntering voor gehandicapten die door het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces zijn erkend krachtens artikel 43 van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 behouden bij wijze van overgangsmaatregel hun erkenning gedurende zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit.

**Art. 18.** Worden opgeheven :

1° de artikelen 43, 55, 70 en 80,2° van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale herklassering van de gehandicapten, zoals gewijzigd;

2° wat betreft de centra : de artikelen 49 en 83 van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale herklassering van de gehandicapten, zoals gewijzigd;

3° de reglementaire beslissing van 7 februari 1964 tot bepaling van de modaliteiten en voorwaarden tot voorlopige erkenning van de centra of diensten voor gespecialiseerde beroepsoriëntering, zoals gewijzigd;

4° het ministerieel besluit van 6 april 1964 tot bepaling van de voorwaarden tot betaling van de kosten voor de onderzoeken inzake gewone of gespecialiseerde school- of beroepsoriëntatie, uitgevoerd overeenkomstig artikel 14 van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale herklassering van de gehandicapten, zoals gewijzigd;

5° het ministerieel besluit van 30 januari 1967 tot vaststelling van de criteria tot toekenning van de toelagen voor de oprichting, uitbreiding, inrichting en onderhoud van de centra of diensten voor gespecialiseerde beroepsoriëntering, zoals gewijzigd;

6° het ministerieel besluit van 20 februari 1968 tot bepaling van de voorwaarden tot betaling van de onderzoeken inzake gewone of gespecialiseerde school- of beroepsoriëntatie;

**Art. 19.** Dit besluit treedt in werking op 1 maart 1997.

Bij wijze van overgangsmaatregel worden de onderzoeken die tussen die datum en 31 augustus 1997 zijn uitgevoerd door de centra die zijn erkend door het Brussels Franstalig Fonds voor de sociale integratie van de gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces krachtens artikel 43 van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 alleen terugbetaald door het bestuur op grond van de bepalingen van artikel 17 van dit besluit indien datum van de aanvraag tot onderzoek van het bestuur niet voorafgaat aan de datum van de erkenning van het centrum zoals vastgesteld door het College. In de andere gevallen gelden nog steeds de bepalingen van het ministerieel besluit van 6 april 1964 tot bepaling van de voorwaarden tot betaling van de kosten voor de onderzoeken inzake gewone of gespecialiseerde school- of beroepsoriëntatie, uitgevoerd overeenkomstig artikel 14 van het koninklijk besluit van 5 juli 1963 betreffende de sociale herklassering van de gehandicapten.

Brussel, 13 maart 1997.

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Ch. PICQUE,

Lid van het College belast met Bijstand aan Personen

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College

Bijlage bij het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie betreffende de centra voor gespecialiseerde beroepsoriëntering van gehandicapten die zijn opgenomen volgens de bepalingen van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 betreffende de sociale integratie van gehandicapten en hun inschakeling in het arbeidsproces

Aard van het onderzoek	Tegemoetkoming van het Brussels Fonds
Anamnese	900 F
Onderzoek naar het denkvermogen	1 800 F
Onderzoek naar de manuele vaardigheden	600 F
Onderzoek naar de psychomotorische vaardigheden	600 F

Meting van de pedagogische verworvenheden	1 200 F
Evaluatie van de karakteriële en gedragsfactoren :	
Eenvoudige evaluatie	900 F
Projectietesten	4 000 F
Evaluatie van de revalidatiefactoren	500 F
Evaluatie van de beroepsinteresses	500 F
Evaluatie van het plan van de betrokkene	500 F
Medisch onderzoek	1 800 F
Volledig onderzoek	13 000 F

Deze bedragen kunnen worden herzien en zijn gekoppeld aan het cijfer van de gezondheidsindex 121,29 van december 1996.

Vanaf 1 januari 1998 worden ze jaarlijks op 1 januari aangepast, rekening houdend met het indexcijfer van de consumptieprijzen bedoeld in hoofdstuk II van het koninklijk besluit van 24 december 1993 houdende uitvoering van de wet van 6 januari 1989 ter bescherming van het concurrentievermogen van het land, hiernagenoemd gezondheidsindex, op basis van de volgende formule :

$$\frac{\text{Basisbedrag} \times \text{gezondheidsindex december 1996}}{121,29}$$

Gezien om te worden toegevoegd aan het besluit van het College van 13 maart 1997

Namens het College van de Franse Gemeenschapscommissie :

Ch. PICQUE,

Lid van het College belast met Bijstand aan Personen

H. HASQUIN,

Voorzitter van het College



F. 97 — 1151

[C — 97/31169]

**24 AVRIL 1997. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française fixant la date d'entrée en vigueur des articles 2, 18 et 19 du décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 20 février 1997 relatif à la reconnaissance de handicap, à l'inscription dans un centre ou un service pour personnes handicapées et à la demande d'intervention de la Commission communautaire française**

Le Collège,

Vu les articles 128, 138 et 163 de la Constitution coordonnée par la loi du 17 février 1994;

Vu l'arrêté royal n° 81 du 10 novembre 1967 créant un Fonds de Soins médico-socio pédagogiques pour personnes handicapées;

Vu le décret de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 20 février 1997 relatif à la reconnaissance de handicap, à l'inscription dans un centre ou un service pour personnes handicapées et à la demande d'intervention de la Commission communautaire française, notamment l'article 21;

Vu l'avis de la section « Personnes handicapées du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé;

Considérant qu'en raison de la scission de la Province du Brabant, il convient de définir à bref délai une procédure permettant au Collège de statuer sur les demandes d'intervention de la Commission communautaire française en lieu et place du Gouverneur de Province;

Considérant qu'il y a lieu de prévoir à bref délai une procédure permettant de statuer sur les recours introduits contre les arrêtés relatifs aux demandes d'intervention;

Sur proposition du Membre du Collège, chargé de l'Aide aux personnes,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle une matière visée aux articles 115, 116, 121, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 137, 141 et 175 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.